



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Acheteur - Maître d'ouvrage

Office National des Forêts
Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine
Agence Territoriale Pays de la Loire

Objet de la consultation

Entretien des réseaux d'assainissement de voiries
en Forêts Domaniales des Pays de La Loire

SOMMAIRE

1	Généralités.....	3
2	Allotissement	5
3	Natures des prestations	5
3.1	Création ou recalibrage de fossés	5
3.2	Création ou recalibrage de noues	6
3.3	Mouvements des terres – Déblais – Remblais	7
3.4	Pose ou remplacement de passages busés	7
3.5	Dérasement d'accotements	7
4	Mode d'exécution des prestations	7
4.1	Protection de l'environnement, hygiène et sécurité.....	7
	▪ Prescriptions concernant la protection des milieux	7
	▪ Règles de sécurité et d'hygiène	8
	▪ Signalisation de chantier	8
4.2	Conduite du chantier	9
	▪ Direction des travaux	9
	▪ Equipe d'intervention	9
	▪ Réunion de piquetage	9
	▪ Réunions de chantier	9
	▪ Réception des prestations	9
5	Déroulement des opérations.....	9
6	Contrôles et dispositions particulières	10
6.1	Contrôle des travaux	10
6.2	Contrôles effectués par le Maître d'œuvre	11
6.3	Contrôle des matériaux d'empierrement – Essais en laboratoire.....	11

Les routes forestières ont pour vocations premières l'accès, depuis les routes publiques, aux parcelles en vue d'y réaliser des travaux forestiers ainsi que l'acheminement des bois depuis les places de dépôts et les parcelles jusqu'au réseau routier public. Il s'agit donc d'un réseau où le confort de roulement est secondaire. Toutefois ce principe peut-être à nuancer dans le cas de routes forestières structurantes d'un massif en l'absence d'un réseau public développé ou bien dans le cas d'un réseau multifonctionnel.

Les routes ont des caractéristiques communes, notamment la qualité de la structure, la largeur de l'emprise, des accotements et de la chaussée. Elles sont équipées et entretenues pour une bonne gestion des eaux de ruissellement et d'infiltration et sont accompagnées d'équipements connexes permettant d'optimiser la mobilisation des bois (surlargeurs, places de retournement etc.). Ces infrastructures forestières doivent tenir compte des enjeux écologiques et paysagers, lesquels font souvent l'objet de dispositions réglementaires, notamment dans les sites sensibles.



Route forestière du Curun en FD du Gâvre (44) – mars 2024
Etat avant travaux d'entretien des accotements, de curage du fossé
et de mise en place de passages busés.

1 Généralités

Conformément au C.C.A.G., en cas de besoin, l'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires avec les autorités compétentes (Direction Départementale de l'Équipement, Gendarmerie, Mairies, etc...) pour obtenir les autorisations de voirie et dresser les états des lieux contractuels avant et après les travaux.

Avant tout commencement de travaux, le titulaire de la consultation devra établir les Demandes de Renseignements et Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux nécessaires et les adresser aux administrations concernées.

L'entrepreneur pourra installer son chantier dans l'emprise des terrains du Maître de l'ouvrage, avec l'accord de ce dernier, ou pourra proposer toute autre solution avec l'accord des propriétaires concernés et du maître d'œuvre. Le piquetage général est à la charge de l'entreprise sous la direction du maître d'œuvre ou de son représentant.

Pendant la durée des travaux et du délai de garantie, l'Entrepreneur reste responsable :

- de tous les dommages que pourraient éprouver les ouvrages,
- des détériorations survenant aux ouvrages de toutes natures du fait de l'exécution des travaux,
- de tous les accidents que l'exécution des travaux pourrait causer à des tiers.

L'entrepreneur veillera au respect des ouvrages existants de quelque nature qu'il soit. Il en demeurera responsable jusqu'à la réception du chantier et devra procéder au remplacement, à sa charge et sans possibilité d'indemnité de la part de l'ONF, de tout élément ayant fait l'objet d'une dégradation en relation avec le chantier en cours.

L'entreprise garantira l'ensemble des ouvrages réalisés durant une période de 1 an à compter de la réception du chantier. En cas de dégradation ou de vice caché dû à une mauvaise réalisation, l'entreprise devra reprendre, à son compte, l'ouvrage incriminé sans possibilité d'indemnité de la part de l'ONF.

Les périodes d'intervention préférentielles s'étaleront du mois de mars au mois d'octobre. Toutefois, le Service Forêt se réserve le droit de passer, pour chaque lot, des commandes tout au long de l'année en fonction des besoins.

2 Allotissement

Les prestations seront demandées sur l'ensemble des massifs forestiers de la région des Pays de La Loire ; aussi, dans un souci de prise en charge réactive des interventions, une décomposition du marché en secteurs géographiques a été établie.

Le marché est décomposé en 6 lots :

LOT 1	Forêt Domaniale de Perseigne (72) – carte de la desserte forestière en annexe 1
LOT 2	Forêts Domaniales de Sillé -le -Guillaume et de La Petite Charnie (72) – carte de la desserte forestière en annexe 2
LOT 3	Forêt Domaniale de Bercé (72) – carte de la desserte forestière en annexe 3
LOT 4	Forêts Domaniales de Chandélais / Milly / Monnaie-Pontménéard / Longuenée (49) – carte de la desserte forestière en annexe 4
LOT 5	Forêt Domaniale du Gâvre (44) – carte de la desserte forestière en annexe 5
LOT 6	Forêts Domaniales de Mervent et du Bocage Vendéen (85) – carte de la desserte forestière en annexe 6

3 Natures des prestations

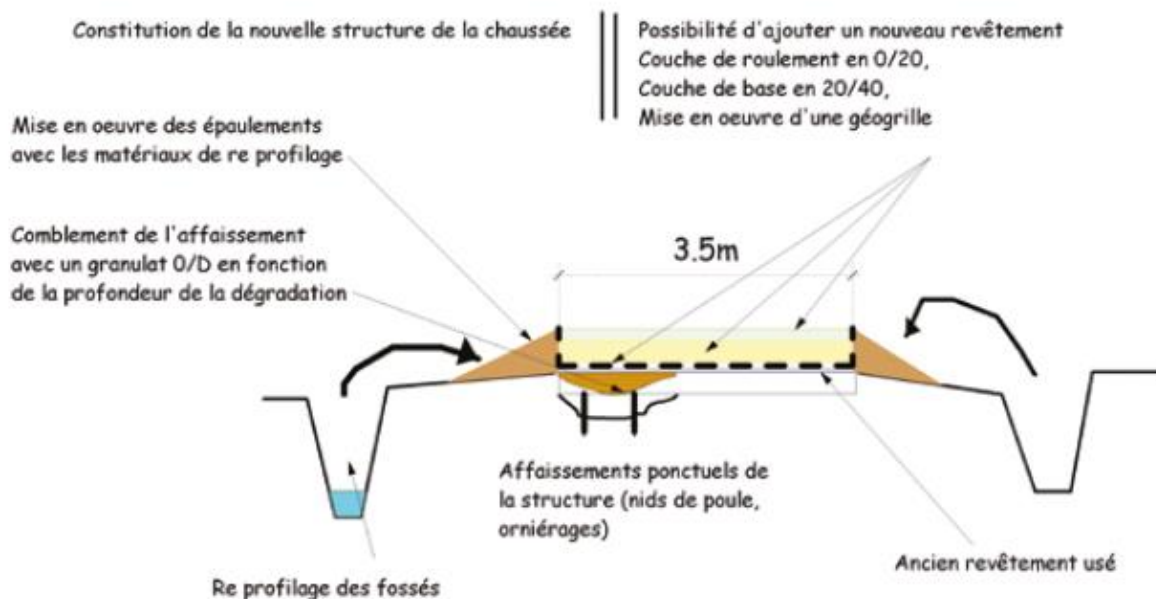
Les objectifs des prestations sont d'assurer un bon drainage de la chaussée afin d'éviter une dégradation des caractéristiques de portance de cette dernière et d'éviter un ruissellement et une érosion de surface de la route. Pour ce faire les travaux d'entretien des équipements et des aménagements porteront sur les fossés et les passages busés.

3.1 Création ou recalibrage de fossés

L'entrepreneur peut créer ou reprofiler les fossés afin d'optimiser leur efficacité. Le fond des fossés doit être plus bas que le fond de forme de la route et la pente en long des fossés (minimum conseillé de 3%) doit être suffisante pour une bonne évacuation des eaux; Lorsque la pente en travers du terrain naturel n'impose pas la création d'un fossé de chaque côté, le fossé unique sera, a priori, réalisé côté amont; La forme privilégiée des fossés sera trapézoïdale aux dimensions voisines de 100/140 cm d'ouverture en tête , de 30 cm en fond pour une profondeur voisine de 80 cm.

Les prestations d'assainissements de chaque bordure des voiries forestières doivent permettre de réaliser des profils de chaussée comme illustrés sur le schéma :

Réfection généralisée d'une route revêtue (sans retirer l'ancien revêtement)

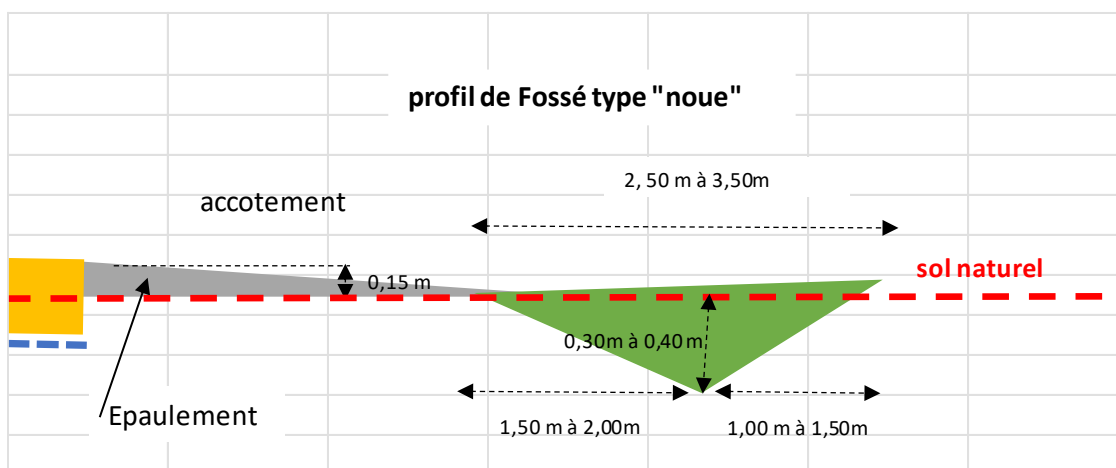


NB : le choix de la grave pour reboucher les nids de poule et autres déformations sera fonction de leur profondeur moyenne (GNT 0/6, 0/10, 0/20, 0/31.5).

Guide technique des travaux routiers forestiers • plaine et collines • 2014

3.2 Création ou recalibrage de noues

Le profil des fossés en bordure des accotements peut être recalibrer avec des bords moins pentus et une ouverture bien plus grande pour obtenir une noue en linéaire. Les dimensions moyennes seront voisines de 2.50 m à 3.00m d'ouverture en tête pour une profondeur voisine de 40 cm selon une coupe type décrite ci-dessous :



Cette section une fois modelée doit permettre une facilité d'entretien à la niveleuse et de recueillir les eaux de ruissellement de voirie avec une capacité de rétention plus grande de ces eaux.

L'ouverture en tête de la noue pourra être élargie pour atteindre 6 m et ainsi créer un radier permettant l'accès direct à la parcelle forestière. Cette prestation fera l'objet d'une valeur au mètre linéaire.

3.3 Mouvements des terres – Déblais – Remblais

Les déblais provenant de l'ouverture ou de curage des fossés seront déversés en bordure intérieure des parcelles et régalez pour former une plate-forme en déblais-remblais de largeur variable. Les déblais de talus seront réalisés à la pelle mécanique à chenille ou pneu selon l'état de portance de la voirie forestière. Dans tous les cas, à aucun moment les déblais ne devront gêner l'écoulement normal des eaux. L'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions permettant d'éviter chocs et blessures aux bois sur pied dans les parcelles.

3.4 Pose ou remplacement de passages busés

Les busages seront en béton armé ou en PEHD avec des diamètres de 400, 500 ou 600 mm. Ils seront à poser sur un lit de sable ou sur un matériau fin similaire suffisamment stable et perméable sur une épaisseur égale à 1/3 du diamètre des tuyaux ; la pente et le dimensionnement doivent être calculés en fonction de l'étude hydrologique faite en amont. Les aqueducs doivent être recouverts par une épaisseur minimale de 30 cm en cas d'utilisation de tuyaux en béton centrifugé. En bordure des routes publiques, il est nécessaire d'équiper les canalisations de têtes de sécurité.

Les anciens busages seront évacués et stockés dans un lieu conforme à la réglementation en vigueur concernant le traitement des déchets.

Les terrassements à plat ou en talus seront réalisés conformément aux plans et métrés du projet, ou suivant les directives du Directeur des Travaux ou ordres de service.

3.5 Dérasement d'accotements

Cette opération s'effectuera après rechargement de la chaussée existante. Le dérasement a pour but d'abaisser l'accotement et de lui donner une pente de 10% permettant ainsi le bon écoulement des eaux de ruissellement vers les fossés. Le bourrelet de terre obtenu tombera sur le bas-côté. L'Entreprise prendra soin de respecter les bornes préalablement repérées et les piquets de contrôle s'ils existent.

4 Mode d'exécution des prestations

4.1 Protection de l'environnement, hygiène et sécurité

▪ Prescriptions concernant la protection des milieux

Le titulaire prendra toutes les précautions pour préserver l'environnement. Depuis 2003, l'Office National des Forêts a obtenu la certification ISO 14001. Dans cette dynamique de respect et de protection des milieux naturels, il sera demandé aux responsables des entreprises, retenues pour la réalisation des différents travaux, d'adhérer à cette démarche qui garantit une gestion durable de nos forêts.

Le titulaire veillera à éviter toute pollution de quelque nature que ce soit. Le cas échéant, il devra procéder, à sa charge et sans possibilité d'indemnité de la part de l'ONF, à tous travaux de dépollution en relation avec le chantier en cours.

Aussi, il ne pourra prétendre à aucune indemnité ni interruption de chantier en résultant.

▪ Règles de sécurité et d'hygiène

Le titulaire est tenu de se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité du travail issue du code du travail. Il prendra toutes dispositions de sécurité, de signalisation, de prévention et d'information nécessaires. Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur les chantiers devront toujours être adaptées aux effectifs.

Les installations de chantier à la charge du titulaire comprennent :

- l'amenée à pied d'œuvre et le repli du personnel et du matériel ;
- la signalisation de chantier adéquate (voir article ci-après) ;
- la mise en place et l'entretien de la signalisation routière;
- le nettoyage et la remise en état des terrains et des voies de circulation
- l'installation de sanitaire.

Tous les engins, matériels et outils mis à disposition sur le chantier devront être conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Toutes les équipes présentes devront avoir avec elles un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours à tout moment. Elles devront également disposer d'une trousse de premiers secours.

Les mesures devront non seulement être prises pour intégrer la sécurité du personnel mais également des tiers, de leurs biens et des propriétés traversées.

Tous les personnels devront être équipés d'équipements de protection individuels adaptés, et formés à leur utilisation. Si des manquements étaient constatés par le Service Forêt, ce dernier pourra demander à l'entreprise d'y remédier dans les plus brefs délais sans contrepartie.

▪ Signalisation de chantier

Le titulaire devra mettre en place une signalisation de chantier adaptée signalant l'emprise de la zone des travaux. En cas d'insuffisance ou d'inadaptation de cette signalisation, il devra se conformer à toutes les prescriptions jugées utiles par le Service Forêt. Par ailleurs, si ce dernier estime que la sécurité n'est pas assurée, il pourra ordonner l'arrêt du chantier sans qu'aucune indemnité ne soit due au titulaire et sans que cela ne prolonge les délais d'exécution.

4.2 Conduite du chantier

▪ Direction des travaux

Un maître d'œuvre du Service Forêt de l'Agence Territoriale de l'ONF Pays de La Loire assurera la direction des prestations. Il apportera en temps utile au titulaire tous les documents et toutes les précisions nécessaires au bon déroulement des prestations.

▪ Equipe d'intervention

Le titulaire sera tenu d'affecter un chef d'équipe à la supervision des prestations. Ce dernier devra être désigné, connu du Service Forêt et présent en permanence pendant toute la durée des prestations. Ces deux personnes seront les interlocuteurs privilégiés du Service Forêt.

▪ Réunion de piquetage

La réunion de piquetage sera organisée à l'initiative du Service Forêt. Elle a pour objet de définir en présence du chef d'équipe du titulaire, les prestations à réaliser avant envoi du bon de commande. Le Service Forêt conviendra d'une date de rendez-vous avec le chef d'équipe. Une convocation sera alors envoyée au titulaire, au moins une semaine avant la réunion. En l'absence d'accord préalable sur la date et l'heure pour cette réunion, le Service Forêt se réserve le droit de les fixer indépendamment du titulaire.

A la demande d'une des deux parties, un état contradictoire des lieux sera établi avant tout démarrage de travaux et sera signé conjointement par l'entrepreneur et l'agent responsable des travaux.

▪ Réunions de chantier

Le titulaire devra assister à toutes les réunions de chantier auxquelles il sera convié par le Service Forêt et ne feront pas l'objet d'une rémunération.

▪ Réception des prestations

Toutes les prestations commandées feront l'objet d'un constat contradictoire à l'issue du chantier entre le titulaire et le Service Forêt. Sans aucune réserve, ce dernier établira et adressera un procès-verbal de réception des prestations au titulaire. Ce dernier pourra alors adresser la facture au Service Forêt.

5 Déroulement des opérations

Les opérations seront menées dans l'ordre suivant :

1. Le Service Forêt enverra au titulaire les bons de commande comportant :
 - les quantités à réaliser sur les différents sites ;
 - des cartes détaillant les prestations, pour chaque site.

- les délais de préparation ;
 - les délais d'exécution ou dates butoir.
2. Pendant la période de préparation et au moins 15 jours avant le démarrage des prestations, le titulaire informera le Service forêt des dates d'intervention. Le titulaire ne devra pas fractionner ses interventions sans l'accord du Service Forêt.
 3. Le titulaire réalisera les prestations dans le délai prévu et aux dates convenues.
 4. A l'issue des prestations, un constat contradictoire entre le Service Forêt et le représentant du titulaire attestera de la bonne exécution des prestations commandées et des quantités réellement réalisées.
 5. Le Service Forêt proposera la réception des prestations au titulaire pour chaque bon de commande.

6 Contrôles et dispositions particulières

Afin de vérifier la bonne exécution des travaux et des méthodes, le maître d'œuvre pourra se présenter sur le chantier lors :

- d'une météo défavorable. Ne pas hésiter à demander l'arrêt des travaux, le cas échéant ;
- de l'ouverture du profil des arasements d'accotements ;
- de l'ouverture des fossés : vérification de la profondeur demandée et de la problématique hydraulique du fond de forme ;

6.1 Contrôle des travaux

1 - Cadence d'exécution des travaux

Le Maître d'œuvre exerce tout contrôle des cadences d'exécution qu'il juge utile et prescrit toute modification des équipements en matériels et personnels qu'il juge propre à rattraper les retards éventuels, sans que la responsabilité de l'entrepreneur ne s'en trouve dégagée pour autant.

2 - Suivi des travaux

Ce suivi est assuré par un contrôle apériodique par la personne responsable des travaux avec notamment la possibilité de procéder au contrôle de la quantité et de la qualité des matériaux fournis, des réglages de nivellement. La vérification des côtes de nivellement est effectuée par procédé topographique assurant une précision compatible avec les tolérances fixées dans le PAQ et approuvées par le Maître d'œuvre. En profil en long, la vérification des cotes est faite tous les « cinquante mètres ».

L'entrepreneur doit tenir en permanence à la disposition du maître d'œuvre les carnets de relevés topographiques.

6.2 Contrôles effectués par le Maître d'œuvre

S'il le juge nécessaire, le maître d'œuvre pourra faire exécuter, à la charge de l'entreprise, toutes épreuves utiles pour s'assurer de la qualité du travail et des matériaux utilisés.

a) Contrôle du matériel de mise en œuvre

- Contrôle de conformité du matériel : l'entrepreneur doit prévenir le maître d'œuvre au moins une semaine à l'avance de la date d'amenée sur le chantier des matériels de mise en œuvre et lui adresse en même temps les fiches techniques des constructeurs.

Le maître d'œuvre vérifie la conformité des matériels vis-à-vis des fiches techniques susvisées.

- Contrôle de l'état d'entretien apparent des matériels : ces contrôles portent également sur les matériels de réserve.

Si l'état d'entretien apparent des matériels appelle des réserves de la part du maître d'œuvre, celui-ci les notifie à l'entrepreneur sans pour autant en interdire l'emploi. Si par la suite, il est constaté un fonctionnement défectueux de certains matériels, en particulier de ceux ayant fait l'objet des réserves mentionnées ci-dessus, le maître d'œuvre peut imposer l'arrêt de l'atelier correspondant jusqu'à ce que l'entrepreneur ait procédé aux améliorations ou aux remplacements nécessaires.

L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité pour l'immobilisation de son matériel et de son personnel quelle que soit la durée de l'arrêt.

b) Réglage en nivellement

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des relevés topographiques contradictoires, si nécessaire.

6.3 Contrôle des matériaux d'empierrement – Essais en laboratoire

Le Maître d'œuvre, s'il le juge nécessaire, se réserve le droit de faire réaliser par le laboratoire de son choix et à la fréquence qu'il déterminera, des séries d'essais.

Ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur et intégrés dans les prix unitaires du bordereau des prix unitaires.

C.C.T.P. établi à

La Directrice d'Agence

C.C.T.P. lu et accepté à le.....

L'entrepreneur de travaux,